

# SIGNATURES POUR LES CANDIDATURES AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

## Six cas de fraude relevés par l'instance de Derbal

**La Haute Instance indépendante de la surveillance des élections a relevé six cas de fraude de signatures pour les candidatures aux prochaines élections législatives. Selon son président, les personnes impliquées ont été interpellées et incarcérées.**

**Rym Nasri - Alger (Le Soir)** - «Il y a beaucoup de murmures à propos de la collecte des signatures pour les candidatures. Les gens parlent de fraudes mais nous n'avons pas été saisis pour autant sur ce sujet», affirme Abdelwahab Derbal.

Intervenant hier sur les ondes de la Radio nationale Chaîne 3, le président de la Haute Instance indépendante de la surveillance des élections précise que trois cas de fraude ont été, toutefois, relevés dont les personnes impliquées ont été appréhendées la main dans le sac. Selon lui, il s'agit de fonctionnaires et de militants qui ont été interpellés et aujourd'hui, incarcérés. Cela n'est, pour lui, que signe d'un travail «sérieux» et «appliqué» sur le terrain par son instance.

L'invité de la radio insiste, à l'occasion, sur le caractère «indépendant» de son instance. «Nous sommes indépendants juridiquement et financièrement et cela va se refléter sur nos décisions. Nous ne subissons aucune pression ni par les autorités, ni par les partis politiques», souligne-t-il.

Selon lui, son instance est positionnée au centre d'un cercle, à la même distance de tout le monde. «Nous sommes les alliés des partis politiques qui aspirent à des élections transparentes et propres, comme nous sommes les alliés de l'adminis-

tration qui doit appliquer la loi. Nous défendons les droits de tous les acteurs des élections», dit-il. Rappelant la récente création de son

instance, Abdelwahab Derbal assure qu'elle dispose de «peu de moyens». «La Haute Instance indépendante de la surveillance des élections est nouvelle et sa création coïncide avec ce rendez-vous électoral. Nous n'avons pas eu le temps nécessaire pour bien s'installer», se plaint-il presque. Dès lors, poursuit-il, «nous avons entamé la révision du fichier électoral national

avec les services du ministère de l'Intérieur. Il s'agit d'un assainissement de ce fichier, une première depuis l'indépendance», explique-t-il.

A une question sur l'éventualité d'élections dont le sort est scellé d'avance, le président de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections est catégorique. «Si j'ai les preuves que tout est joué à

l'avance, je ne resterai pas un jour de plus dans cette instance.»

Seulement convaincu du contraire, il ajoute : «Personnellement, je ne crois pas que tout est joué à l'avance. Aujourd'hui, notre rôle est justement de rétablir la confiance entre les Algériens et les autorités et entre les Algériens et leurs élus.»

Ry. N.

### POUR «CONSOLIDER LES ACQUIS POLITIQUES»

## Bédoui appelle au vote massif le 4 mai

**Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales continue de vulgariser les élections législatives du 4 mai prochain, louant, notamment, les nouveautés induites par la Constitution de février 2016 à même, selon lui, de conférer davantage de transparence et de crédibilité à ce scrutin.**

**Mohamed Kebci - Alger (Le Soir)** - Noureddine Bédoui s'est, pour ce faire, adonné, hier mardi, à un exposé à forte dose arithmétique devant les membres de la commission des affaires juridiques et administratives et des droits de l'Homme du Conseil de la nation.

Un exposé où il s'est étalé dans le détail sur les préparatifs de ce rendez-vous électoral, s'appesantissant, entre autres, sur l'assainissement du fichier électoral national, source jusqu'ici, de réserves des partis de l'opposition. Un fichier dont la consistance finale sera connue le 20 du mois de mars courant et qui s'est vu délesté, pour une première, de nombre de

ses tares «légendaires», soient les doubles, les triples voire les quadruples inscriptions, les personnes décédées qui y trônent en grand nombre, ou encore les renseignements dont la filiation et le numéro d'acte de naissance ajoutés à grand nombre d'électeurs, entre autres pour distinguer les nombreux homonymes qui figurent sur le fichier électoral, et ce, par la grâce de l'usage des nouvelles technologies de l'information et de la communication. Et au ministre de faire part, dans la foulée de ces «nouveautés» technologiques introduites dans la gestion des élections, du projet de l'usage d'ici cinq ans, de la carte nationale d'identité

biométrique dans l'opération de vote.

Au sujet du vote des éléments des divers corps constitués, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a estimé que le sujet est «dépassé» en ce sens, a-t-il expliqué, que ces éléments «ne votent plus dans leurs lieux de travail mais dans les bureaux de vote comme tous les autres citoyens électeurs», et ce, au nom de la «Constitution qui leur concède ce droit».

Concernant les cas de fraude dans l'opération de collecte des signatures de parrainage des candidatures révélés par le président de la Haute Instance indépendante de surveillance des élections, Bédoui a estimé que cette instance a «toutes les prérogatives de contrôle de l'opération électorale de son début à sa fin», mettant cela sur le compte du «climat des élections».

A propos des rumeurs concernant un fils du secrétaire général du FLN qui aurait été interpellé par les ser-

vices de sécurité pour marchandage de places dans les listes FLN pour les prochaines législatives, le ministre a soutenu ne pas disposer d'éléments d'information avant de lâcher, dans un propos qui sonne comme une manière de botter en touche : «il y a la justice pour ce qui est des cas qui dépassent le cadre réglementaire».

Invitant, enfin, les jeunes et les femmes, la «locomotive de la société» à se rendre massivement aux urnes le 4 mai prochain, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a expliqué cet acte par le souci de «consolider les acquis politiques, notamment l'option de la réconciliation nationale, et de défendre le pays qui est sur la voie du développement national» une fois la «paix et la stabilité» retrouvées au bout d'une assez longue période du terrorisme islamiste avec ses terribles lots de larmes et de sang.

M. K.

### BLIDA

## Cinq ans de prison ferme pour trois éléments d'un réseau de soutien au terrorisme à Meftah

Le tribunal criminel de Blida a condamné trois prévenus à cinq ans de prison ferme pour les griefs d'apologie et de soutien au terrorisme.

Ce réseau a été démantelé par les éléments du centre régional opérationnel de la 1<sup>re</sup> Région militaire de Blida. Selon les faits, celui-ci a créé une cellule spécialisée dans le recrutement de nouveaux terroristes aux fins de prêter assistance au groupe activant sous la phalange du GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat) basé dans le secteur de Tizi Ouzou, et agissant sous les ordres du terroriste A. I., alias Abderrahim, actuellement en prison.

Ce réseau, composé de trois personnes âgées entre 22 et 25 ans, est originaire du quartier dit Safsaf, dans la commune de Meftah, à 40 kilomètres à l'est de Blida.

Le réseau en question utilisait des messages codés pour contacter les groupes terroristes.

C'est suite à une information parvenant au centre régional opérationnel de la 1<sup>re</sup> R.M et faisant état de la présence d'un groupe de soutien à Mefath qui active au profit du frère du terroriste Abderrahim, qu'une enquête a été ouverte.

C'est après l'identification de l'un des éléments du réseau, le nommé A. R., alias Boubras que ses acolytes ont été arrêtés. Il s'agit de A. S. dit Hamza et le troisième n'est autre que le frère du terroriste Abderrahim. C'est ce dernier qui a chargé son frère d'activer au profit du groupe de Tizi Ouzou et surtout de récolter des informations sur la région.

Le réseau a pu enrôler deux éléments et utilisait à leur insu les téléphones portables en activant des puces non identifiées pour contacter les groupes terroristes ainsi que l'envoi et la réception des messages codés.

H. M.

### LE MINISTRE DES FINANCES À PARTIR DE SÉTIF

## Possibilité de céder le foncier industriel au dinar symbolique

**Le ministre des Finances Hadji Baba Ammi a indiqué mardi à Sétif que l'Etat est en train d'étudier la possibilité d'introduire plusieurs lois dont celle de permettre aux investisseurs d'acquérir des terrains au dinar symbolique, et ce, pour encourager la création de ressources.**

Le ministre a, lors de sa visite d'inspection et de travail effectuée dans la wilaya de Sétif, insisté sur l'obligation faite à toutes les directions des impôts à l'échelle nationale d'activer le système d'information permettant un échange rapide d'informations à même de faciliter la

prise de décision sur la base de données fiables pour l'amélioration du recouvrement des recettes publiques. M. Hadji Baba Ammi a en outre affirmé que de nombreux problèmes liés aux domaines de l'Etat seront solutionnés après l'entrée en vigueur du nouveau système de la numérisation électronique qui prendra en charge tous les dossiers du foncier. A cet effet, le ministre a affirmé que la wilaya de Sétif sera la première wilaya au niveau national à bénéficier de ce système à partir du 20 mars prochain. Lors de sa visite au centre de la conservation foncière inter-communes, le ministre des Finances a également instruit ses services de ralentir l'étude des dossiers du foncier destiné à l'investissement et ce jusqu'à la pro-

mulgation des nouvelles lois qui concerneront la révision des prix de cession des terrains destinés à l'investissement. «Nous étudions la possibilité d'octroyer au dinar symbolique les terrains destinés à l'investissement et ce pour créer davantage de ressources et encourager l'investissement national tout en prenant en considération les spécificités de chaque région», dira le ministre.

M. Hadji Baba Ammi a à la fin donné des instructions fermes pour que les directions des impôts puissent recouvrer les recettes publiques dans les meilleurs délais. Notons que la wilaya de Sétif à elle seule comptabilise 3800 milliards de centimes en impôts.

Imed Sellami

### TRAVAUX PUBLICS

## Un centre national de contrôle de la qualité bientôt à Aïn Defla

**Le ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjemaâ Talaï, était mardi en visite dans la wilaya de Aïn Defla où il a inspecté plusieurs chantiers de réalisation d'infrastructures relevant des secteurs dont il assure la charge.**

Sur les hauteurs de la commune de Aïn Soltane, le ministre, en compagnie du wali et du P/APW s'est longuement attardé au niveau du méga-projet en cours, celui du diffuseur qui permettra la jonction entre l'autoroute et la nouvelle rocade en cours d'exécution de Bordj-Bou-Arréridj en passant par Médéa et Berrouagui, parallèlement à la rocade des Hauts-Plateaux. Ce diffuseur, une vraie plaque tournante, est appelé à devenir le noyau de l'émaillage d'un important réseau routier dans le sens horizontal par rapport à la côte et verticalement du nord au sud du pays.

Ce diffuseur, le ministre l'a constaté, viendra aussi conforter l'important carrefour routier et ferroviaire que constitue Khemis Miliana. Pour ce qui est du réseau ferroviaire, le ministre a inspecté le doublement des voies entre Sidi-Lakhdar et El Affroun sur 57 km en

passant par Khemis Miliana et Boumedfaâ. La nouvelle voie qui passe au sud de Khemis Miliana empruntera deux importants tunnels qui passent sous le mont El Guntas en deux lots et en bi-tubes, le premier d'une linéaire de 7,3 km (le plus long du pays) et le deuxième de 3,2 km.

La visite effectuée par la délégation officielle dans les deux tubes a permis de constater que les travaux connaissent un taux d'avancement très appréciable.

A Khemis Miliana et Boumedfaâ, Talaï a posé la première pierre de la gare ferroviaire sur la nouvelle voie. Cette gare fait partie d'un groupe de sept gares qui seront construites entre Sidi-Lakhdar et El Affroun.

Toujours au niveau du site de cette gare, le ministre a donné le départ à trois nouveaux bus de transport urbain pour la commune de Khemis Miliana. Le point le plus

important de cette visite a été la pose de la première pierre du Centre national de contrôle des travaux publics dont la réalisation vient de débuter et qui a été implanté à l'entrée est de la ville de Aïn Defla. Ce centre sera doté de trois grands laboratoires de contrôle des infrastructures des matériaux, dont un destiné au contrôle maritime (les ports). En plus de ses fonctions de contrôle, ce centre comptera un important institut de formation d'ingénieurs, d'une capacité de quelque 200 étudiants.

A Bourached, non loin du site où se construit le marché de gros, le premier du genre en Algérie, le ministre a inspecté le chantier de réalisation d'une gare de péage qui sera accompagnée d'un centre de maintenance des 104 km d'autoroute qui traversent la wilaya de Aïn Defla et dont le taux de réalisation est estimé globalement à 42 %. Boudjemaâ Talaï, en tant que ministre des Transports, a donné le signal de circulation de 11 taxis urbains d'une société privée qui vient de se constituer, la première du genre. Lors du point de presse,

interrogé sur les retards dans l'exécution de certains projets, le ministre a fait valoir «le grand problème qui nous cause des retards est constitué par les contraintes d'oppositions qui demandent du temps pour les dépasser et leur trouver les solutions idoines notamment les cas d'expropriation».

Et il ajoute «l'idéal est que avant d'entamer un quelconque projet, on doit commencer par la levée de toutes les contraintes, habitations, conduites d'eau, lignes à haute et moyenne tension... Malheureusement, ce n'est pas toujours ce qui se fait».

A une question sur les difficultés auxquelles se trouve confrontée la compagnie Air Algérie, il dira : «Nous avons entrepris de moderniser, sur tous les plans, cette compagnie pour la rendre compétitive comme nous sommes décidés à moderniser le réseau ferroviaire (voyageurs et marchandises), de le rendre performant avec confort et gain de temps, tout comme parachever la modernisation entreprise des réseaux routiers.»

Karim O.